

AADL

Les inscriptions toujours pas «validées»

Le site web mis à la disposition des nouveaux souscripteurs aux logements AADL continue de mettre à rude épreuve la patience des candidats. Au deuxième jour des inscriptions, le fonctionnement du site ne s'est guère amélioré. La validation de l'inscription pose toujours problème.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les citoyens qui pensaient trouver plus de facilités à s'inscrire via le net au nouveau programme de logements AADL (l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement) ont été vite rattrapés par l'amère réalité.

Hier encore, au deuxième jour du lancement de l'opération de souscription au nouveau programme de logements, l'accès au site : inscription.aadl.dz, relevait du miracle.

Les bugs et la saturation du premier jour étaient encore d'actualité, hier. Si les plus

tenaces ont réussi à ouvrir la page du formulaire d'inscription, la validation des informations reste incertaine.

Une fois arrivé à ce stade, la page affiche «service temporairement introuvable» ou encore «aucune donnée reçue».

Un citoyen atteste avoir réussi à s'inscrire au bout de sept heures d'essais.

Certains citoyens, pensant que le problème venait de leur connexion, se sont connectés de plusieurs endroits : maison, bureau ou auprès des cybercafés.

Cependant, le constat est toujours le même : «impos-



Photos : DR

41 288 demandes validées à Alger à 16h30.

sible d'accéder au site», lit-on à chaque actualisation de la page.

Du côté de l'agence AADL, l'on parle plutôt de «surcharger» et non de saturation,

selon les dires du premier responsable de cette agence. Guerar Younès, expert en technologies de l'information, explique que l'origine du problème d'accès au site AADL

ne provient pas de la connexion de l'utilisateur. C'est à l'AADL, dit-il, d'adapter son débit. Une opération très simple, estime M. Guerar qui dit que l'agence devait prévoir le flux des visiteurs sur son site.

«L'AADL devait simplement demander à Algérie-Télécom une augmentation de débit durant cette période d'inscription et les choses auraient été beaucoup plus faciles pour les souscripteurs. Il ne s'agit pas de problème de visiteurs, autrement comment Google ou Facebook font-ils face à des milliards de visiteurs», a indiqué cet expert.

Par ailleurs, selon un bilan du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, diffusé par l'Agence de presse APS, 84 215 demandes ont été enregistrées au premier jour de l'opération de souscriptions aux logements

AADL. Ils sont ainsi 46 916 personnes mariées à souscrire au programme et 34 630 célibataires.

Le nombre des divorcés est de 2 296 et les veufs de 373. La gent masculine a effectué 63 146 demandes contre 21 069 demandes introduites par les personnes de sexe féminin.

La même source précise que la wilaya d'Alger vient en haut du podium d'inscriptions avec 41 288 demandes validées par l'AADL à 16h 30 et 29 889 demandes à 12h pour la seule journée de lundi.

La wilaya d'Oran a enregistré 6 385 demandes, suivie par la wilaya de Constantine avec 2 711 demandes, Sétif 1 963 et Annaba 1 656 souscripteurs. Soulignons que le nouveau programme de l'AADL porte sur la réalisation de 150 000 unités à travers le territoire national.

S. A.

ILS ONT ORGANISÉ UN SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE L'AADL POUR LE DEUXIÈME JOUR CONSÉCUTIF

Les anciens souscripteurs n'en démordent pas

Hier encore, pour le deuxième jour consécutif, près d'une trentaine de souscripteurs de la formule location-vente des programmes 2001, 2002, 2003 et 2004, sont revenus à la charge en organisant un sit-in devant le siège de la direction régionale de l'Agence de développement et d'amélioration du logement (AADL).

Quelque peu outrés d'apprendre qu'ils doivent se réinscrire avec les nouveaux postulants, ces souscripteurs n'ont pas hésité à organiser un sit-in, pour crier leur colère et leur désarroi.

Hier matin, sur place, la tension

était palpable, et des voitures de police n'ont pas tardé à faire leur apparition. Toutefois, nous n'avons noté aucun dépassement. Les manifestants ont notamment dénoncé le cafouillage, quasi-total, quant à leur situation.

«Ce qu'on réclame, nous dira un des manifestants, c'est d'obtenir quelques détails sur notre situation. On réclame, à titre d'exemple de connaître les résultats du contrôle lancé par le biais du fichier national. Ce contrôle est en effet le seul à même de débusquer les faux demandeurs. Aussi, il nous est impératif de connaître ses résultats !»

Il faut savoir que depuis la mise à jour de leur situation, qui s'est effectuée de concert avec l'installation du nouveau responsable à la tête de la direction de l'Agence, le flou total a été maintenu quant à l'évolution de

la situation de ces anciens souscripteurs.

«Quand bien même nous avons été convoqués, on ignore encore, jusqu'à ce jour, si on a été retenus ou pas pour avoir un logement». Aussi, continuent-ils, «nous exigeons plus de transparence. Il est inadmissible qu'on soit pénalisés de la sorte !»

Nous avons essayé d'avoir le son de cloche de l'administration, mais face à la cohue, et la tension qui y régnaient, les portes de l'agence sont restées fermées, et les employés ne voulaient pas prendre le risque d'ouvrir.

Pour rappel, depuis maintenant plus de 3 mois, avec l'initiation de nouvelles dispositions, la direction régionale de l'Agence d'amélioration et développement du logement reçoit quotidiennement une moyenne de 100 à 150 souscripteurs du début des années 2000.

Les travaux d'une dizaine de milliers d'unités sur le programme des 30 000 seront lancés au courant de cette année. Pour ce faire, une superficie de 80 hectares, dans la commune d'Es-Sénia a été aménagée.

Amel Bentolba

PRISE EN CHARGE DES GRANDS BRÛLÉS

La prévention meilleur moyen de lutte, selon le docteur Joucdar

La prévention reste la meilleure façon d'éviter les cas de brûlures graves qui laissent des cicatrices et des déformations à vie, quand elles ne sont pas mortelles, a rappelé hier, le docteur Samir Joucdar, chef de service des brûlés et de chirurgie plastique à l'EMS de Douéra.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le spécialiste, qui intervenait hier dans le cadre du forum du quotidien *DK News*, a expliqué que le nombre de personnes brûlées est important et atteint les 10 000 personnes par an. 300 d'entre eux arrivent au service des brûlés dans un état grave et plus de la moitié décède.

Pour le spécialiste qui intervenait sur le thème de la prise en charge des grands brûlés et de la chirurgie plastique, les équipes médicales tentent tant de s'adapter pour la prise en charge de ces personnes atteintes de brûlures et qui sont de plus en plus nombreuses.

Le docteur Joucdar a, ainsi, lancé un message appelant à une plus large sensibilisation en vue d'éviter les brûlures en tout genre. Il mettra

aussi l'accent sur la nécessité d'une équipe pluridisciplinaire quand il s'agit de la prise en charge délicate des brûlés. «12 soigneurs de différentes spécialités doivent être présents H24 avec les personnes brûlées. C'est une prise en charge particulièrement lourde. C'est un service «prédateur» de personnel. Ceci alors qu'il est nécessaire de renforcer les équipes chirurgicales au niveau des structures hospitalières», a déclaré le conférencier.

Il notera qu'il est aussi urgent d'aboutir à une unité de brûlés dans chaque centre hospitalo-universitaire.

Chacune de ces unités devra disposer de dix lits. «Une carte sanitaire existe et il faut responsabiliser les personnes et expliquer qu'on ne se



L'urgence est d'aboutir à une unité de brûlés dans chaque CHU.

dirige pas vers un hôpital pour une petite brûlure. Nous formons justement des médecins généralistes pour ce genre de soins qui ne nécessitent pas une prise en charge en service spécialisé», a expliqué le docteur Joucdar. Pour ce qui est de la pré-

vention, le spécialiste dira que les normes de sécurité doivent être vérifiées dans les habitations, et ceci principalement quand il s'agit de l'utilisation du gaz et de l'électricité.

Ceci est le cas pour les appareils électroménagers qui doivent

répondre aux normes en vue d'éviter les accidents domestiques et les grandes brûlures. S'agissant des cas d'immolation, le spécialiste dira que le phénomène prend de l'ampleur et engendre des brûlures graves et le décès certain pour les personnes qui se sont immolées. Il expliquera ceci par le fait que l'essence est volatile et que beaucoup de personnes l'ignorent.

De ce fait, les personnes qui décident de s'immoler pensent ne toucher que le bas de leurs vêtements alors que l'essence fait que le corps entier s'embrase.

Si en vingt ans, il y a eu 20 cas d'immolation, les choses ont changé depuis décembre 2010 avec l'immolation de Bouazizi en Tunisie, rappelle le conférencier qui précisera, en outre, que dans le cas des brûlés, la chirurgie réparatrice ne pourra jamais effacer complètement les traces de brûlures et les cicatrices qui sont indélébiles.

F.-Z. B.